

MESSAGER DE TAITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie.

MATAHAI-11. — N° 47.

TE VEA NO TAITI.

TAPATI 23 NOVEMBRE.

Où s'abonner à l'imprimeur.

Un an, 18 fr. — Six mois, 10 fr. — Trois mois, 6 fr. — Payables d'avance.

Annonces, 1 fr. 25 c. la ligne.

Annonces répétées, renouvelées, 1 franc.

Au constant.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Annonce portant organisation du service du cadastre. — Arrêté qui nomme M. Fournier, chef du service du cadastre. — Arrêté atta-
chant spécialement M. Nollmuller, arpenteur, au service du cadastre. — Déti-
ction des taxes et commissions des hôpitaux. — Ordre chargé au Secrétaire du Service des librairies et imprimeurs. — Ordonnances portant que l'industrie cessera ses émissions de journaux. —
PARTIE OFFICIELLE. — Lettre de S. M. l'Imprimeur. — Départ du capitaine. — Rasseau d'France de sept jeunes gens de Taiti. — L'économie française et les critiques de la population. — Nouvelles de nos.
Voyages dans le pays et la culture du coton dans les îles vers parties du globe. — Réphi-
cations faites. — Movements du port. — Observations météorologiques. — Tableau d'abatage.
— Annonces.

PARTIE OFFICIELLE.

Nous. Commandant des Établissements français de l'Océanie, Com-
mandeur en chef de l'Armée impériale aux îles de la Société,
Vu l'avis en date du 27 décembre 1861, sur le service de l'École
générale;

Vu la loi du 31 mars 1852;

Considérant que l'un des premiers besoins du pays est l'établissement
de la propriété sur des bases certaines et matérialisées;

Le Conseil d'administration entendu en sa séance du 29 octobre
dernier;

En vertu du décret du 14 janvier 1860;

Sur la proposition de l'Ordonance t. f. de Directeur de l'Intérieur,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS ce qui suit :

Art. 1^e. Il sera procédé par un service spécial au mésangeage des
terres dans les îles soumises au Protectorat ou à la Souveraineté de la
France; ce service prend le nom de service du cadastre.

Art. 2^e. La direction de ce service est confiée à un employé qui prend
le nom de chef du service du cadastre.

Il a sous ses ordres un ou plusieurs adjointes assesseurs.

Art. 3^e. Les opérations matérielles de levé et de confection des
plans sont placées sous la surveillance du Directeur des Ponts et
Chaussées.

Art. 4^e. Le cadastre sera fait sans aucun frais pour les propriétaires,
les dépenses en résultant restant à la charge de l'État.

Art. 5^e. Les levés sur les îles seront effectués par un assesseur nommé
qui sera chargé, entre autres, par chaque parcella d'établir un procès-verbal de descrip-
tion sommaire. Ce procès-verbal indiquera la nature des biens ou
lignes principales de chaque terrain, les différents points de repère ou
marques en étaillés et les calculs faits pour arriver au mesurage. Ce
procès-verbal sera dressé en double exemplaire dont l'une sera transmise au
dépôt des archives de la Marine.

Art. 6^e. Quant aux planifications, il sera dressé un plan général
qui sera suivi d'un plan plus précis de district.

Les districts seront à cet effet divisés en autant de sections que le bien
du service l'exige.

Art. 7^e. Les plans parcellaires et des districts seront
établis savoir : par parcelles aux deux titulaires, soit 1800, 1700, 1600,
1500, 1400, 1300, 1200, 1100, 1000 et 900 francs.

Le paiement des opérations dans chaque section sera
annoncé au moins 8 jours à l'avance dans le journal officiel. L'aviso
indiquera les endroits précis où se transmettront successivement l'au-
ment et les avances dans l'encaissement.

Chaque propriétaire devra se trouver sur son terrain et en juger les limites.

Art. 8^e. Les employés du cadastre auront le droit de se déporter
sur tout le terrains sans exception et d'y exercer toutes opérations
de leur ministère.

Si quelque propriétaire ou locataire refusait de leur laisser accom-
plir leurs mesures, le cadastre déposerait procès-verbal à sa
charge. Le contrevenant serait traduit devant le tribunal correctionnel
et condamné à une amende de 50 à 100 francs.

Art. 9^e. Les propriétaires et locataires de la terre devront faire
à leur propriétaire toutes les fois qu'il le jugeront nécessaire.

Art. 10^e. Les propriétaires et locataires ou leurs mandataires pour-
ront seuls prescrire part aux opérations cadastrales sur la justification
d'un titre en forme. Toute autre personne ne pourra y assister que si
elle est approuvée à titre de témoin par le chef du service du cadastre.

Art. 11^e. Les propriétaires de la terre, les propriétaires ne devant pas faire
part des immobiliers, il sera dressé de ce fait un procès-verbal par le chef
du service du cadastre et dans le mois de la notification de ce pro-
cès-verbal, par la gendarmerie ou les mutos, les parties intéressées devront,
ou nombrer un arrangement amiable au sujet du service du cadastre, ou
se pourvoir en horame devant les tribunaux compétents.

Art. 12^e. Si le chef du service du cadastre, après en avoir obtenu
l'autorisation du Commissaire impérial, portera d'office l'affair devant
les tribunaux compétents. Les règles de la procédure seront des deux sorties
en cette circonstance et les frais resteront à la charge de qui de droit.

Art. 13^e. Dans le cas prévu par l'article précédent et devant les tit-
bushaux du Protectorat, la procédure aura lieu en décret et recours
contre l'ordre du service de l'Enregistrement et des Domaines sur la
partie condamnée.

Art. 14^e. Dans le cas prévu par l'article précédent et devant les tit-
bushaux du Protectorat, la procédure aura lieu en décret et recours
contre l'ordre du service de l'Enregistrement et des Domaines sur la
partie condamnée.

Art. 15^e. Dans le cas d'appel fait par une des parties, elle devra verser la
provision conformément à l'arrêté du 27 décembre 1861, sur les droits de
greffe et la procédure aura lieu au comptant.

Art. 16^e. Lorsqu'une terre ne sera reclamée par personne ou que ceux
qui la réclameront n'y auront pas de droit, elle sera remise au service

des domaines et gérée par lui jusqu'à ce que le propriétaire légitime se
présente.

Art. 17^e. Quand les lettres de plans seront terminées dans une section
du district, les plans parcellaires et par section seront déposés au
bureau du service du cadastre indiquant sur le premier document
pendant 15 jours. A cette époque, la liste des propriétaires sera insérée
au journal officiel avec indication de la constance de chaque
parcelle. Les réclamations seront reçues par le chef du service du cadas-
tre qui en donnera réception.

Art. 18^e. Dans le mois de la date de ce réception les parties devront, ou
se déclarer, ou se pourvoir en horame devant les tribunaux compétents,
ou faire établir un procès-verbal.

Pour elles de se conformer à cette disposition, le chef du service
du cadastre fera les diligences nécessaires, comme il est dit à l'art. 12
du présent arrêté.

Art. 19^e. Après le délai de 15 jours fixé à l'art. 13, le plan définitif
sera établi et les réclamations seront plus admises.

Le chef du service du cadastre déposera devant les intérêts des
conflictifs, qui prennent les terres indigènes, serviront de titre de propriété.

Art. 20^e. Il sera établi, pour le service du cadastre, des rapports sur
lesquels seront insérées toutes les terres quel que soit leur possesseur.

Chaque district et chaque section de district seront inscrits séparément
et chaque article contenira :

— Le nom de la terre, sa situation et sa constante.

— Les noms, présoms et domiciles des propriétaires.

Il sera menagé des colonnes pour les mentions de mutations de
propriétés.

Art. 21^e. Les terres seront, quoique portées sur le même registre,
divisées en deux séries distinctes.

La première comprendra les terres appartenant au Domaine colonial
et local, celles appartenant aux résiduaires et aux étrangers, enfin celles
qui ne sont pas soumises aux lois taïennes.

La seconde comprendra les terres du domaine taïen, celles de la
Coronie et des Chefferies, les terres communales et celles des indigènes,
enfin toutes les terres soumises aux lois taïennes.

La seconde et la troisième série ne pourra passer dans la première
sous l'autorisation du Commissaire impérial, donnée conformément aux
règlements en vigueur.

Il sera établi par district une-table alphabétique des propriétaires,
ainsi qu'une table générale comprenant les noms de tous les possesseurs
de terres dans les districts cadastraux.

Art. 22^e. Les terres seront dénommées et leur nom sera porté
au registre du bureau utile et celui du bureau direct seront inscrits
sur le registre avec mention de l'abréviation de la jonsienne.

Art. 23^e. Les mutations des terres de la première série seront faites sur
les indications fourties par le service de l'Enregistrement et des Domaines.

Celles des terres de la deuxième série auront lieu sur la production
de transactions faites dans la forme déterminée par la législation taïenne,
et les terres de la troisième et dernière, sur la production de documents
du chef du service du cadastre, des extraits du livre du cadastre, des copies des
procès-verbaux d'arpentage et des plans parcellaires.

Art. 24^e. Il sera payé par chaque extrait du livre du cadastre ou
chaque copie de procès-verbal la somme de trente francs et pour la délivrance
de chaque plan trois francs, lorsque la parcelle aura une contence
supérieure à celle de dix hectares, et deux francs lorsque la contence
sera inférieure à celle de dix hectares et cinq francs lorsque la contence
sera supérieure à dix hectares.

Les factures de procès-verbal pour la délivrance et pour la production
d'après l'art. 17 du présent arrêté, seront payés au franc.

Ces droits seront perçus pour toute compagnie ou association vendue
ou transférée du service du cadastre, au titre de laquelle sera affichée
mention détermiante.

Art. 25^e. Les particuliers restent chargés de faire dresser à leurs frais
le plan des terres situées dans les districts en sections de districts ou
cadastres. Aucune des dispositions des arrêtés du 10 octobre 1861 et
27 décembre 1861 a ce sujet, n'est modifiée par le présent.

Les demandes de confection des plans seront adressées au chef du
service du cadastre qui reste chargé de repartir le travail entre les ar-
gentiers et les dessinateurs, lesquels seront, de ce chef, placés complètement
sous ses ordres.

Art. 26^e. Le prix de ces plans sera à l'avoir versé entre les mains
du chef du service du cadastre qui en délivrera récépissé et recevra chaus-
se de délivrer à l'arpenteur les sommes à lui dues. Il sera tenu à cet
effet un registre d'ordre, constatant les demandes de plans par les parti-
culiers, la date de leur confection et de leur délivrance, le montant des
sommes payées et l'apport de l'arpenteur.

Art. 27^e. Les particuliers devront verser au chef du service du cadastre
la somme des frais occasionnés par la réception et la confection des
plans parcellaires sont fixés ainsi qu'il suit :

— Pour tout terrain de moins de dix hectares, quinze francs ;
— Pour tout terrain de dix à vingt hectares : pour le premier hectare,
quinze francs, pour les neuf autres, cinquante centimes par chaque
diz ares ;

— Pour tout terrain de dix à vingt hectares : pour les dix premiers
hectares, vingt francs, pour les dix autres, vingt centimes par chaque
diz ares ;

— Pour tout terrain de vingt à trente hectares : pour les vingt premiers
hectares, quatre-vingt francs, pour les vingt autres, quatre-vingt centimes par chaque
diz ares ;

— Pour tout terrain au dessus de trente hectares : pour les trente premiers
hectares, quatre-vingt-dix francs, pour le surplus par chaque
diz ares, vingt centimes.

Les fractions inférieures à dix ares ne seront pas taxées.

marie nata et marianofera i rapas au mai i papete nei, e auau
i tafiti nei. Alora farane, no te baera e le ho rai qui, et taine go
lega baera rau.

i fiaua rau, s'andu baiau la tata e foau abuge farane no te meu
baera rau.

Iraua 28. No te man olipa e rava bia i te man ferua e i tabiti e
Moorea nei, e hataua ba ia te man ravae rau, o te faau maiti hia mai

Iraua 29. O te man haapao raa baibito atoa te ore e au mai i teie, na
faure hia ia e vut faure nia hoi.

Iraua 30. O te Orodsealeo, o te rave i te olipa faature hau i te fenna
nei te faaua hia ei haamana i teinei faaua rau, o te faute hia ua
rato i te rato i na rea e piti, e neinei hia i rato i te putu vai ria
putua e te hau.

Papeete, le 5 novembre 1862.

E. G. de la RICHERIE.

Na Tomana, te Avahua i te Empera.
Te Orodsealeo te ravo i te olipa faature hau i te featu nei.

H. TRASTOUR.

Par arrêté en date du 5 novembre 1862, M. Fancompré, receveur de l'empereur et des domaines est nommé chef du service du cadastre à compter du 1^{er} de ce mois.

Par arrêté en date du 5 novembre 1862, M. Nollesherger (Ennol), arpenleur assesseur, est spécialement attaché au service du cadastre à partir du 15 de ce mois.

Par décision en date du 17 novembre 1862, M. Armais, aide-commissaire de la marine, est désigné pour prendre, à compter du 1^{er} janvier 1863, les fonctions de commissaire des hôpitaux, qu'il remplira cumulativement avec celles de secrétaire archiviste, qu'il exerce actuellement.

Par ordre, en date du 11 novembre 1862, le Sr Servan, magasinier principal du magasin du matériau naval, est désigné pour remplir, cumulativement, avec ces fonctions, celles de compris de l'arsenal et de chargé de la liste des troupeaux.

Par ordonnance du 18 novembre 1862, Findie Taimeta, juge des districts de Hitiat et Malékaea, cesse ses fonctions à compter du 15 du même mois.

Mal te i ore i te fasse za manu te no. Novema 1862, i te 15 ia o
teuria aava, ore a te tora o Taimeta, te hauva e ka maatinaca ra
no Hitiat e Malékaea.

PARTIE NON OFFICIELLE.

A l'occasion des admissions sympathiques que la Société du Prince Imperial a rencontrées dans les conseils généraux, S. M. l'Imperatrice a adressé la lettre suivante à M. le ministre de l'Intérieur.

Saint-Cloud, le 3 septembre 1862.

Monsieur le Ministre, je vous prie d'agréer l'expression de mes sincères félicitations sur l'admission sympathique avec laquelle vous m'avez transmis les admissions des conseils généraux à l'avantage de la Société du Prince Imperial. Je suis heureuse de voir avec plaisir la muninité au contraire toutes les puissances de l'Empire la pensée d'une institution qui assure l'enfance au travail et qui est placée sous le patronage du Prince-Imperial.

Mais, en même temps que j'honore l'admission sympathique qui s'est prodigué dans chaque conseil général, je suis particulièremment honorée par les deux dernières qui ont été exprimées pour mon fils et pour moi, et je désire que vous fassiez connaître dans les départements l'expression de ma gratitude.

Croyez aux sentiments de haute estime que j'ai pour vous.

EUGENIE.

La frégate *Jules*, partie de Tali le 3 octobre, emporta au nombre de soixante-sept jeunes gens du pays, l'école primaire de Paris, par les treize établissements d'instruction chrétienne. Ces élèves vont en France compléter leur éducation au pensionnat de Notre-Dame-des-Sept-Saintes-lès-Paris. Nous apprenons, à la même communication, *Parlement*, ce rapport de nos députés, que l'ordre du jour fut adopté à l'unanimité.

Les deux révoltes à l'enseignement colonial par les dignes Frères des Pauvres, tant d'abandon et de dévouement. L'école primaire de Paris, un peu de l'ordre et de l'ordre des excellents résultats que la généreuse initiative de l'administration a obtenu à l'école de Paris. En France, comme à Tali, les Frères de l'Éducation voudront consécutivement enseigner à l'école de l'enseignement nécessaire, par la diffusion des lumières et la propagation des principes de morale religieuse qui en sont la base la plus solide.

Tel rodoupi i mea se io reva aenca i ni te manua anni poli ra o
Jules, i te 30 te felicite avai, e i tonihou pi te taifa apio no te fenuu nei, o
tei no rodupi i te hauhi rau, e te mas. Taue o te baupi i te peauu
paraua. Arofina! Papete! Tei tei no rodupi i te fenuu nei poli ra o. Peauau
paraua. Taue! Hauhi rau, e te mas. Taue o te baupi i te peauu
paraua. Dame se te manu turu rau toa i polinio! Napei!, o taus pujuu baupi
atoa nei hei tei tei rehia vala. Tei rotoua alea. Uxaria (Jouville), te too
maha e tausuri tamaroa. Te Ariu valaha re a Pomare, i te lous
rau mai i te uramaraone, e te haparaua ran i te manu rau, te mo
rave e te fauro, a na tuuu papu rea hei la rosa i te reira.

La golette *Perope* partira pour Valparaíso et Payta le 28 novembre courant.

Le sac de la correspondance sera fermé le 27 à 5 heures du soir.

On lit dans *L'Économiste français*:

« L'organisation administrative de l'archipel de Tali se développe moins

par moi. Après l'ordonnance du 20 janvier, qui détermine les circonscriptions judiciaires, la composition des tribunaux des îles du Protectorat, et l'ordonnance du 26 Janvier, concernant les travaux publics, en vient celle du 21 mai, qui érige diverses entités de population. Celle-ci prescrit que l'unité soit l'ensemble des auteurs de l'habitation de chaque chef. Nous soupçonnons fort que cette mesure, dans l'esprit de quelque fonctionnaire algérien, habilité à considérer la réunion des colons dans un village, comme le comble de la sagesse coloniale. C'est un contresens pur et simple, l'agriculteur étant une industrie toute locale, dont l'unité qui exige la présence du cultivateur sur son terrain. Le village, la ville, sont des centres du commerce et de l'industrie. Mais l'administration française aime à faire croire que tout est dans la main, comme le berger son troupeau de moutons dans le berceau. »

« En théorie générale, et sans nous préoccuper des sources, l'autorité locale a pu puiser ses inspirations, nous dirons que nous ne comprenons pas why civils sans villes ou villages, sans administrations régulières, sans relations suivies de voisin à voisin. Les observations de l'Economiste français sont également l'exemple des concentrations dont il s'agit, elles portent à faire ce qui s'explique à l'autre extrémité où il n'existe, recloisonné qu'un seul centre de population. »

Si M. Saint-Maix vent bien jeter les yeux sur le carto de Tali et Meoro, portant les divisions administratives de ces îles de, il pourra se convaincre que les villages créés par l'ordonnance du 21 mai dernier sont assez nombreux, et assez éloignés des parties de terres cultivées pour que l'unité de population soit dans l'opposition avec les intérêts agricoles talienois; intérêts qu'il ne saurait satisfaire apparemment sans grandes comparaisons. Les indigènes ead ici des mœurs et des habitudes particulières qu'il est nécessaire d'étudier et dont il faut nécessairement tenir compte. Jusqu'ici, ils se sont groupés arbitrairement et par fractions, mais il n'y a pas de groupes aquatiques qui régulièrement et par drastis, soit toute la difference.

Nous ne savons si, en définitive, les résultats seront aussi flétris que le prévoit *L'Économiste*, dans tous les cas, on peut affirmer que la lutte s'execute avec promptitude et que, jusqu'à ce jour, elle n'a donc pas eu succès, récrimination de la part des intéressés. Cela devrait être puisque elle n'a pas pris que sur leurs demandes instantanées et immédiates. »

Le but que l'administration s'est proposé est clairement exposé dans l'instruction adressée aux chefs et aux conseils des districts le 22 mai dernier. Nous prions M. Saint-Maix de bien lire, et il verrà que ce n'est pas par caprice et pour le seul plaisir de tenir les justifications sous sa main que l'autorité locale a pris cette importante détermination.

Nous avons gré du reste des intentions qu'il nous accorde, même en critiquant nos faits et gestes. Qu'il nous permette cependant d'exprimer le désir de voir ses censures doctrinaires prendre, à l'avoir des affaires et des proportions qui ne permettent pas de les confondre avec les boutades d'un esprit systématique contre-carré dans ses idées exclusives.

L. LABIAS.

NOUVELLES DE MER.

La Patrie apprend que la frégate *la Peche* est partie de Brésil le 27 août et a fait voile le 1^{er} de Septembre. Elle va rejoindre, dans la division navale des mers d'Océan, le vaisseau à vapeur le *Raport*, qui rentrera en France aussied qu'il aura terminé ses réparations.

La *Polka* portera le pavillon du contre-amiral Bouet, désigné pour remplacer, dans le commandement de cette division, le contre-amiral Larriet qui a fini le temps de son exercice.

Assiniquous! l'avons annoncée dans notre dernier numéro, le trois-mâts *la République*, parti de Bordeaux à destination de Valparaíso, Tati et le Nouveau-Calédonie, est arrivé à Valparaíso le 1^{er} de Septembre à la suite d'avaries occasionnées par un violent coup de vent. Nous sommes aujourd'hui en mesure de compléter ces renseignements. Le *Raport* est parti de Bordeaux, après avoir été songereusement regardé, le 4^{me} septembre. On assure qu'il transporte des passagers destinés à Tati et à la Nouvelle-Calédonie.

Le steamer de la compagnie de la navigation du Pacifique, *Lion*, s'est totalement perdu le 11 juillet dernier, sur un banc de roches, au large de l'île Lagarto, au sud de Cobija. Les débris, les passagers et les vivres ont été sauvés et transportés dans une petite île, à un mille environ de la côte, où le commandant a établi un campement provisoire pour les assurer de l'abri et de l'alimentation. *Moniteur de la flotte*.

COCHINCHINE ET SIAM.

Les derniers avis de Saigon, en date du 2^{me} juillet, nous donnent des nouvelles du royaume de Siam. L'insurrection qui avait éclaté contre le gouvernement de ce pays, il y a quelque temps, venait d'être réprimée par les troupes siamoises.

Une partie des réfugiés s'étaient réfugiés sur notre territoire, ils étaient au désespoir et carbonnés dans la préfecture de Tai-Nial. Les troupes siamoises ont été envoyées pour les délivrer de ces réfugiés, et qui avaient péri sur notre territoire, l'avaient immédiatement evacuée sur l'injonction du commandant français de Tai-Nial.

Moniteur de la flotte.

PROGRE DE LA CULTURE DU COTON

dans les diverses parties du globe.

Le troisième rapport annuel de l'association de Manchester, pour la propagation de la culture du coton (*Cotton Supply Association*), paraît l'année dernière, contient des renseignements curieux sur le développement qui prend dans différents pays la production de cette matière textile.

Il nous montre tout à propos de ce culte, que combien sont nombreux les pays où l'association cherche à répandre cette culture. On peut dire qu'il y a pas une seule région propre au coton ou son allié sans être irrigué.

Par l'influence des conseils britanniques, la culture du coton commence à faire quelques progrès en Turquie. Le gouvernement grec a introduit dans une douzaine de départements de cette terre classique, et dans l'île de Chypre, plusieurs plantations de coton. Le commandant du port de Manado, au Siam Majeure, a distribué parmi les fermiers de cette région des graines et des instructions imprégnées sur la manière de planter et de récolter le coton.

En ce qui concerne l'Egypte, le comité annonce qu'il est sur le point

